



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (CNLS)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2014)**



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) pour **l'appel d'offres international relatif à l'acquisition d'équipements médicaux**, les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas établies pour se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP. Il faut rappeler que la publicité d'un avis d'attribution ne remplace pas l'obligation d'informer les candidats non retenus ; il s'agit d'une formalité essentielle d'achèvement de la procédure de passation qui fait courir les délais de recours des candidats contre l'attribution ou contre le marché. Par ailleurs, un délai anormalement long s'est écoulé entre la date d'attribution provisoire (30 janvier 2012), la saisine de la DCMP pour avis sur le rapport d'évaluation et la proposition d'attribution provisoire (24 février 2012), l'avis de la DCMP sur l'attribution provisoire (13 mars 2012), la publication de l'avis d'attribution provisoire (22 mars 2012) et la notification de l'attribution provisoire (22 juin 2012). Au regard des dispositions de l'article 83.3 du CMP, la décision d'approbation de la proposition d'attribution par l'Autorité Contractante aurait dû intervenir dans les trois jours qui ont suivi l'avis de la DCMP ; l'information des candidats non retenus, la restitution de leurs garanties de soumission et la publication de l'avis d'attribution provisoire devaient intervenir immédiatement après. Pour cette acquisition, la garantie de bonne exécution a été constituée pour le lot N° 3 le 21 décembre 2012 bien après l'approbation du marché en date du 21 août 2012 alors qu'au regard des dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, cette garantie aurait dû être constituée à la signature du marché soit dans les 14 jours qui suivent la notification de l'attribution du marché (Point 42 des Instructions aux Candidats).
- b) les procès verbaux d'ouverture des offres ne sont pas systématiquement transmis aux soumissionnaires ; cette information des soumissionnaires est une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer. Le procès verbal d'ouverture constitue, pour les soumissionnaires, un élément important de suivi et de contrôle des montants retenus au titre de l'attribution des marchés. Ce constat a été fait pour le marché portant sélection d'un prestataire pour la conception et la reproduction de supports promotionnels.
- c) plusieurs marchés n'ont pas été soumis, par leurs attributaires, avant la mise en règlement de leurs factures par le CNLS, à la formalité de l'enregistrement pour se conformer aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts ;
- d) l'examen du procès verbal d'évaluation des offres financières des candidats qualifiés à l'issue de l'évaluation des offres techniques pour la sélection d'un consultant chargé de l'audit technique des sous récipiendaires a permis de constater que l'offre financière d'un candidat a été ajustée en violation des dispositions du CMP pour tenir compte des frais relatifs aux déplacements et à la logistique qu'il avait omis de coter. Il convient de préciser que s'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, aucun

ajustement n'est permis en cas d'omission par le soumissionnaire d'une rubrique de coût.

- e) des délais anormalement courts ont été accordés aux candidats pour préparer leurs offres pour plusieurs appels à la concurrence. Ce constat a été fait pour :
- la sélection d'un consultant en vue de la conception et de la réalisation de spots publicitaires et de sketch sur les thématiques VIH (délai de préparation de 4 jours),
  - la sélection d'un consultant en vue de la conception et la réalisation d'un documentaire sur les interventions auprès des groupes vulnérables (délai de préparation de 5 jours),
  - la sélection d'un consultant en vue de l'audit technique des sous récipiendaires (délai de préparation de 11 jours),
  - l'appel d'offres international portant acquisition d'équipements médicaux (délai de préparation de 44 jours)...

La non observation des délais prescrits par l'article 63 du CMP traduit un non respect des formalités de publicité prescrites et expose le CNLS à l'annulation des procédures à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal desdites procédures en application des dispositions de l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

Comme pour la Gestion 2011, plusieurs séances d'ouverture des plis ont été reportées le quorum n'étant pas atteint du fait de l'absence des membres de la Commission des Marchés de la Primature compétente pour ouvrir les plis, évaluer les offres et attribuer les marchés du CNLS. Les reports de date sont effectués après mise sous scellés des offres des soumissionnaires matérialisée par un procès verbal de scellés signé par le représentant du CNLS (service maître d'œuvre) dans la CM et les candidats présents ou représentés. Ces reports de date d'ouverture doivent être formalisés et la communication des nouvelles dates faites dans les mêmes formes que l'invitation.

Nous rappelons à la suite de la Circulaire Interprétative du Code des Marchés Publics que : « le quorum n'est exigé que pour les réunions des membres des commissions des marchés portant sur l'adoption des rapports d'évaluation et des procès-verbaux d'attribution provisoire. Concernant l'ouverture des plis, l'exigence est toute autre. En effet, pour ces séances, la présence du Président de la Commission, du secrétaire de séance, ainsi que des soumissionnaires, le cas échéant, suffit pour assurer la validité des délibérations. Telles sont les précisions apportées à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du Code des Marchés Publics ».

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	6
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	8
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	18
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	20
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	22
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	29
2.1 Présentation du CNLS	30
2.2 Contexte de l'intervention	30
2.3 Objectifs de la mission	31
2.3.1 Objectifs généraux	31
2.3.2 Objectifs spécifiques	31
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	33
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	35
3 Approche méthodologique mise en œuvre	36
3.1 Revue approfondie des textes de référence	37
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	39
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	40
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	41
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	42
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	43
4 Résultats des travaux	44
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	45
4.1.1 Commission des Marchés	45
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	45
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	46
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	46
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	46
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	46
4.1.5 Rappel des seuils applicables au CNLS	46
4.2 Examen des marchés	47
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	47
4.2.2 Marchés conclus par Entente Directe	48
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Proposition	52
4.2.4 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	59
4.2.5 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	68

## Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNLS	Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS)
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## **1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **DP Sélection d'un consultant réalisateur pour la conception et la réalisation de spots/Sketch sur les thématiques VIH**

Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID en violation de l'article 424-12 du CGI.

Le délai de 04 jours pour la préparation des offres est anormalement court en violation de l'article 63 du CMP. La non observation des délais prescrits par l'article 63 du CMP traduit un non respect des formalités de publicité prescrites et expose le CNLS à l'annulation des procédures à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal desdites procédures en application des dispositions de l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas établies pour se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP. Il faut rappeler que la publicité d'un avis d'attribution ne remplace pas l'obligation d'informer les candidats non retenus ; il s'agit d'une formalité essentielle d'achèvement de la procédure de passation qui fait courir les délais de recours des candidats contre l'attribution ou contre le marché.

### **DP Sélection d'un consultant pour la Conception et la Réalisation d'un documentaire sur les interventions auprès des groupes vulnérables – An 1 et 3 du Round 9**

Nous notons que la durée de validité des propositions n'a pas été précisée dans la DP.

Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP n'ont pas été classées dans le dossier.

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les lettres d'invitation datées du 12 décembre 2012, ont été transmises à certains soumissionnaires comme l'attestent les décharges, le 14 décembre 2012 soit deux jours après leur émission. La date limite de dépôt des offres était fixée au 17 décembre 2012 soit un délai de préparation

de cinq (05) jours en violation de l'article 63-1 du CMP.

Le contrat n'a pas été soumis par l'attributaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CMP.

#### **DP Sélection d'un consultant pour l'audit technique des sous récipiendaires de l'An 1 et 2 du Round 9**

Nous notons que la durée de validité des propositions n'a pas été précisée et les termes de références de la Demande de Proposition ne sont pas joints au dossier.

L'ouverture des plis et l'évaluation des offres (technique et financière) de la Demande de Proposition ont été consignées dans un même rapport. Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP n'ont pas été classées dans le dossier.

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les lettres d'invitation ont été établies le 06 septembre 2012, pour une date limite de dépôt des offres fixée au 17 septembre 2012, soit un délai de préparation de onze (11) jours, ceci n'est pas conforme à l'article 63 du CMP.

La lettre de notification de l'attribution du marché n'a pas été classée dans le dossier.

Nous avons noté que le rapport d'évaluation n'a pas été daté.

Le contrat n'a pas été soumis par l'attributaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CMP.

L'examen du procès verbal d'évaluation des offres financières des candidats qualifiés à l'issue de l'évaluation des offres techniques a permis de constater que l'offre financière d'un candidat a été ajustée en violation des dispositions du CMP pour tenir compte des frais relatifs aux déplacements et à la logistique qu'il avait omis de coter. Il convient de préciser que s'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, aucun ajustement n'est permis en cas d'omission par le soumissionnaire d'une rubrique de coût.

**AO 1.34/AOO/CNLS/12 (Marché à commande) Conception et reproduction de supports de tissus, supports papier et supports promotionnels au titre des années 2 et 3 du round 9 destinés au CNLS**

Les qualités des représentants du CNLS en tant que membres de la CM à l'ouverture des plis ne sont précisées ni sur la feuille de présence ni sur le procès verbal d'ouverture des plis.

L'avis de report de la date d'ouverture des plis n'a pas été joint au dossier. Sept jours se sont écoulés après la date d'ouverture des plis prévue initialement et mise sous scellés des plis.

Aucune pièce dans le dossier ne retrace la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, d'autant plus qu'ils étaient présents à la séance en violation de l'article 67-4 du CMP.

La commission des marchés donne un délai d'une semaine aux candidats pour fournir les pièces administratives manquantes alors qu'ils peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire (article 44 du CMP), attribution qui doit être faite dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis conformément à l'article 70 du CMP.

Dans le PV d'ouverture des plis, à l'exception de REPRO SYSTEME qui n'avait pas transmis la garantie de soumission, la commission des marchés n'a pas souligné ou constaté que les garanties de soumission constituées par les autres soumissionnaires n'étaient pas conformes. De plus, les montants des garanties pour chaque lot et leur durée de validité n'y sont pas consignés.

Le suivi de la transmission des pièces administratives manquantes ou à fournir n'a pas été matérialisée à l'attribution du marché. Les lettres de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus n'ont pas été versées dans le dossier.

Les contrats qui nous ont été transmis n'ont pas été enregistrés à la DGID en violation de l'article 424-12 du CGI.

Pour le lot 1, le second bon de commande a été émis le 02 mai 2013 alors que les fournitures n'ont été livrées que le 07 juin 2013, un mois 6 jours se sont écoulés pour des fournitures dont le délai de livraison était prévu entre 10 et 20 jours.

Il en est de même pour le lot 2, le bon de commande a été émis le 27 novembre 2012 alors que les fournitures n'ont été livrées que le 11 février 2013, deux mois 15 jours se sont écoulés pour des fournitures dont le délai de livraison était prévu entre 10 et 20 jours. Rappelons que le contrat

avait été approuvé le 30 novembre 2012 donc le bon de commande a été établi 3 jours avant cette dite approbation, il s'agit certainement d'une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA.

#### **AOI N° 5.13 – 2.9 A2/AOO/CNLS/11 Achat d'équipements médicaux au titre de l'année 2 du round 9 du fonds mondial**

L'article 63.2 du CMP fixe un délai minimal de quarante cinq (45) jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres international, or, le délai de préparation des offres de 44 jours, en violation de l'article précité.

Les copies des convocations aux réunions adressées aux membres de la commission des marchés n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 39 du CMP.

Suite au report de la séance initiale d'ouverture des plis, un avis rectificatif fixant une nouvelle date limite de dépôt des offres n'a pas été publié.

Un délai anormalement long s'est passé entre l'attribution provisoire (le 30 Janvier 2012), la saisine de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et l'attribution (le 24 Février 2012), la publication de l'avis d'attribution provisoire (le 22 Mars 2012) et la notification de l'attribution provisoire (le 22 Juin 2012), en violation de l'article 83.3 du CMP.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier. Cette exigence d'information des soumissionnaires non retenus de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel.

Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.

La lettre de notification de l'attribution définitive du marché relatif au lot 1 n'a pas été versée au dossier, en violation de l'article 85 du CMP.

Le support de publicité de l'avis d'attribution définitive ne permet pas de déterminer la date de publication.

Les garanties de bonne exécution des marchés ont été produites bien après la signature des marchés, en violation de l'article 115 du CMP.

#### **.AO N° 03T FM/AOO/CNLS/12 Réhabilitation des locaux dotés d'appareils PCR pour le Round 9**

La liste des sociétés ayant retiré le DAO n'a pas été mentionnée dans le PV d'ouverture des plis et ça pouvait nous édifier sur les recettes provenant de cette vente et de la large diffusion de la publicité.

La Commission des Marchés indique dans le procès verbal d'ouverture des plis que les candidats ont jusqu'au 25 juillet 2012 à 18 heures pour compléter les pièces administratives et à renouveler alors qu'aucun document ne retrace le suivi de la régularisation de ces dernières pour chaque société.

#### **DRP Fourniture d'un système de contrôle d'accès au Siège du CNLS**

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne portent pas d'accusé de réception de ces derniers. De plus, le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y sont pas précisés.

Le bordereau quantitatif joint à la lettre d'invitation n'est pas très explicite sur la consistance des prestations. En effet, il y est juste mentionné « Fourniture et pose d'un système de contrôle... », ce n'est qu'en envoyant le mail de report de la date d'ouverture des plis que les spécifications techniques des fournitures ont été précisées.

Le bordereau quantitatif envoyé aux candidats potentiels doit être assez explicite et précis sur la nature et la consistance des prestations pour permettre aux soumissionnaires potentiels de proposer des offres conformes et comparables à l'évaluation.

Par conséquent, sur le memorandum d'attribution qui regroupe les étapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution du marché, il est juste mentionné que toutes les offres sont conformes en lieu et place d'un tableau comparatif établi en bonne et due forme de toutes les offres.

Le cahier de transmission qui retrace les dates de réception des offres ne nous a pas été transmis pour nous permettre de vérifier si les offres ont été déposées avant ou après la date de saisine des fournisseurs par mail pour le report de la date d'ouverture des plis et pour avoir l'assurance que les spécifications techniques n'ont été prises en compte qu'après le report de l'ouverture des plis. Notons que les offres de APSSP et de

CACTUS sont respectivement datées du 21 et du 23 mai 2012.

L'attribution du marché a été faite vingt jours après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe ce délai à 15 jours, délai qui peut être prorogé de 10 jours sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMP.

Un retard considérable est noté sur la réception des travaux. En effet, le délai d'exécution avait été fixé à 15 jours à compter de la signature de la lettre de marché (04 juillet 2012) alors que les travaux n'ont été réceptionnés que le 31 octobre 2012 soit un peu plus de trois mois après l'expiration du délai d'exécution (19 juillet 2012). Aucune pénalité de retard n'a été appliquée en violation de l'article 134 du CMP, rappelons que la lettre de marché n'avait pas prévu l'application de pénalités de retard en violation de l'article 13 du CMP. S'y ajoute qu'une certaine partie du marché n'est pas encore réceptionnée telle la formation de l'utilisation du système, la conception des badges d'accès restant...

#### **DC Achat de matériel de démonstration du port du préservatif féminin (mannequin) pour l'an 2 du Round 9**

Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424-12 du CGI.

Les justificatifs de règlement du marché n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **DEMANDE DE PROPOSITIONS**

Exiger des attributaires des marchés, avant la mise en règlement de leurs factures, l'accomplissement des formalités d'enregistrement de leurs contrats à la DGID (article 424 du CGI).

Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.

Pour les marchés à prix global et forfaitaire, aucun ajustement n'est permis en cas d'omission par le soumissionnaire d'une rubrique de coût.

Veiller à l'établissement de procès verbaux distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés.

Veiller au correct classement et archivage des documents de passation des marchés.

Se conformer à l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM.

Se conformer à l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.

Se conformer à l'article 80 du CMP relatif aux dispositions des marchés de prestations intellectuelles.

Se conformer à l'article 63 de CMP sur les délais de préparation des offres.

Se conformer à l'article 80 sur les dispositions de prestations intellectuelles.

Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés.

### **APPEL D'OFFRES**

Préciser les qualités des membres de la Commission des Marchés sur les procès verbaux.

Veiller au respect des articles 67-4 et 44 du CMP.

Consigner dans le procès verbal d'ouverture des plis les montants des garanties de soumission et leur date d'expiration.

Veiller au suivi formalisé des pièces administratives manquantes.

Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés.

Eviter les opérations de régularisation conformément à l'article 44 du COA.

Procéder à l'enregistrement des contrats à la DGID (article 424 du CGI).

Se conformer à l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés.

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et la restitution des garanties de soumission et sur la publication de l'attribution provisoire des marchés.

Veiller au respect de l'article 85 du CMP sur la notification des marchés.

Se conformer à l'article 115 du CMP sur la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du marché.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

Veiller à plus de précision dans l'élaboration de la description des prestations requises.

Utiliser les documents types pour l'élaboration des procès verbaux d'ouverture, d'évaluation et d'attribution.

Veiller au respect des articles 13, 70 et 134 du CMP.

Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés.



Se conformer à la Circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

## **1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

Description	ED	ED	ED	ED
Nature	Acquisition de réactifs de laboratoire	Fourniture de médicaments antirétroviraux (ARV)	Fourniture de médicaments contre les infections opportunistes	Acquisition de réactifs de laboratoire
Attributaires	PNA	PNA	PNA	PNA
Montants en F CFA	270 626 316 F CFA HT/HD	15 041 100 F CFA HT/HD	16 816 650 F CFA HT/HD	217 551 432 F CFA HT/HD
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√	√
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>ED</b>	<b>ED</b>	<b>ED</b>
<b>Nature</b>	Fourniture de médicaments antirétroviraux pédiatriques	Fourniture de médicaments antirétroviraux	Fourniture de médicaments contre les infections opportunistes
<b>Attributaires</b>	PNA	PNA	PNA
<b>Montants en F CFA</b>	19 204 148 F CFA HT/HD	342 896 870 F CFA HT/HD	68 621 462 F CFA HT/HD
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	√	√	√



Description	DP	DP	DP
<b>Nature</b>	Sélection d'un consultant réalisateur pour la conception et la réalisation de spots : Sketch sur les thématiques VIH	Sélection d'un consultant pour la conception et la réalisation d'un documentaire sur les interventions auprès des groupes vulnérables	Sélection d'un consultant pour l'audit technique des sous récipiendaires de l'An 1 et 2 du Round 9
<b>Attributaires</b>	Pèdre Ndiaye	SICS	Mamadou Hassane Sylla
<b>Montants en F CFA</b>	12 000 000 F CFA HTVA	7 500 000	10 700 000
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM		√	√
Violation de l'article 63 sur les délais de préparation des offres	√	√	√
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PVO aux soumissionnaires		√	√
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	√	√	√

Description	AO N° 1.34/CNLS/12		AO N° 5.13/CNLS/12			AO N° 03/T/CNLS/12			
Nature	Conception et reproduction de supports de tissus, supports papier, et supports promotionnels au titre des années 2 et 3 du round 9		Achat d'équipements médicaux au titre de l'année 2			Réhabilitation des locaux dotés d'appareils PCR pour le Round 9			
Attributaires	Lot 1 : Touré Equipement	Lot 2 : Groupoo SARL	Lot 1	Lot 2	Lot 3 : Medical Partner	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4
			SSM			Africa Synergie / GIE GICOM			
Montants en F CFA HT/HD	12 930 000	23 850 000	254 397 400	11 971 479	4 623 200	4 592 335	4 475 040	2 543 190	4 475 040
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM			√						
Suivi non formalisé de la transmission des pièces administratives manquantes ou à fournir	√					√			
Violation de l'article 44 du CMP sur les pièces administratives à fournir	√								
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés	√								
Violation de l'article 63 sur les délais de préparation des offres			√						
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission	√								

du PVO aux soumissionnaires			
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai à tenir entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché	√		
Violation de l'article 83-3 du CMP sur la décision d'attribution		√	
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis d'attribution définitive		√	
Violation de l'article 115 du CMP sur la constitution de la garantie de bonne exécution		√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	√		

<b>Description</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>
<b>Nature</b>	Acquisition d'un système de contrôle d'accès au Siège du CNLS	Achat de matériel de démonstration du port du préservatif féminin
<b>Attributaires</b>	CACTUS TECHNOLOGIE	Médical Partner
<b>Montants en F CFA</b>	2 798 000 F CFA HT/HD	10 850 000 F CFA HT/HD
Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP		√
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à inscrire au contrat	√	
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai à tenir entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché	√	
Violation de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard	√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		√

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 PRESENTATION DU CNLS**

Le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS), créé par le décret N° 2001 – 1063 du 10 décembre 2001, est l'instance qui au Sénégal, est chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA.

A caractère consultatif et placé sous la présidence du Premier Ministre, le CNLS a notamment pour mission :

- de veiller à la bonne exécution des décisions et recommandations issues de ses réunions, relatives au Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA au Sénégal ;
- de conseiller et d'assister le gouvernement dans la définition et l'orientation de la politique de lutte contre le SIDA et dans la recherche des voies et moyens pour sa mise en œuvre ;
- de procéder à l'étude des questions que le Président de la République, le Premier Ministre et les autres institutions lui soumettent, dans le domaine de la Lutte contre le SIDA.

Le Secrétariat Exécutif du Conseil, organe exécutif, est chargé de la coordination, du suivi et de l'évaluation de ce Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA.

### **2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du

service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.3.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.3.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;

- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des



autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les

plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés cotés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.3.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1<sup>er</sup> février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Conseil National de Lutte contre le Sida pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.



### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et

subséquentement application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

L'audit de matérialité porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences sont mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) du CNLS, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Nous avons noté que plusieurs séances d'ouverture des plis ont été reportées, le quorum n'étant pas atteint du fait de l'absence des membres de la Commission des Marchés de la Primature compétente pour ouvrir, évaluer et attribuer les marchés du CNLS. Les reports de date ont été effectués après mise sous scellés des offres des soumissionnaires matérialisée par un procès-verbal de scellés signé par le représentant du CNLS (service maître d'œuvre) dans la CM et les candidats présents ou représentés. Nous rappelons à la suite de la Circulaire Interprétative du Code des Marchés Publics que : « le quorum n'est exigé que pour les réunions des membres des commissions des marchés portant sur l'adoption des rapports d'évaluation et des procès-verbaux d'attribution provisoire. Concernant l'ouverture des plis, l'exigence est toute autre. En effet, pour ces séances, la présence du Président de la Commission, du secrétaire de séance, ainsi que des soumissionnaires, le cas échéant, suffit pour assurer la validité des délibérations. Telles sont les précisions apportées à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du Code des Marchés Publics ».

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

Le CNLS ne dispose pas d'une Cellule de Passation des Marchés alors qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics, lorsqu'une autorité contractante visée à l'article 2.1 du CMP regroupe en son sein d'autres autorités contractantes, il est exigé la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés au niveau de l'autorité contractante principale et des autorités contractantes secondaires. Le CNLS étant sous la tutelle de la Primature doit également instituer en son sein une Cellule de Passation des Marchés. En lieu et place de la CPM, un Consultant Spécialiste en Passation des Marchés a été engagé qui assure en plus de ses fonctions de SPM, certaines tâches dévolues à la CPM, ce qui constitue un cumul des fonctions de réalisation des opérations de passation des marchés et de contrôle desdites opérations. Dans le cadre de ses activités, le SPM élabore des rapports périodiques notamment pour l'élaboration des Rapports de Suivi Financiers (RSF) dont la production conditionne la mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds. Lesdits rapports pourraient être transmis à la DCMP et à l'ARMP qui doivent recevoir les rapports trimestriels et annuels de la Cellule de Passation des Marchés. Le CNLS ne s'est pas conformé à l'exigence de disposer d'une structure de contrôle interne des opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP.

### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart le 10 février 2012. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CNLS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

#### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 05 février 2012. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CNLS**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CNLS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CNLS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

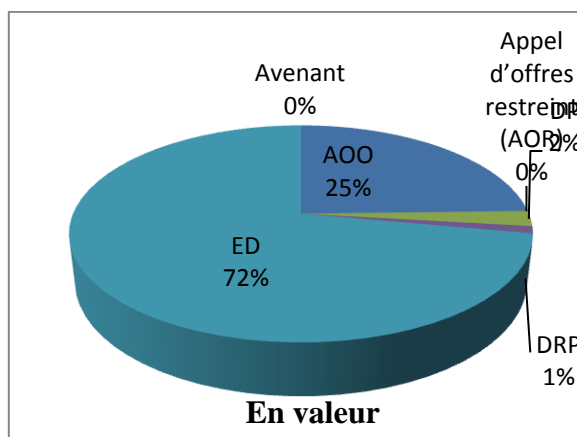
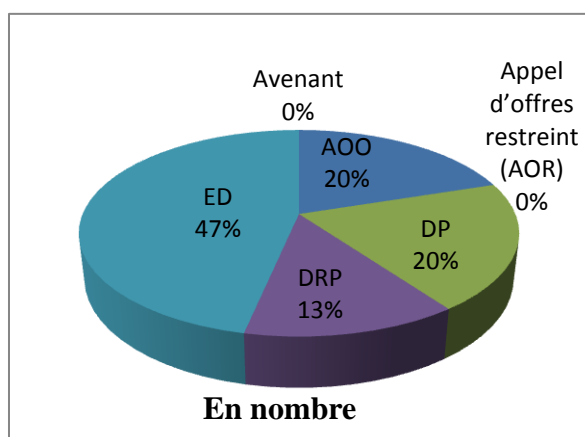
## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	323 857 684	3	323 857 684	100	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	3	30 200 000	3	30 200 000	100	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	2	13 648 000	2	13 648 000	100	100%
Entente directe (ED)	7	950 757 978	7	950 757 978	100	100%
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>1 318 463 662</b>	<b>15</b>	<b>1 318 463 662</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>



**Distribution des marchés présentés et couverts**

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE ENTENTE DIRECTE

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES		
	Acquisition de réactifs de laboratoire	Fourniture de médicaments antirétroviraux (ARV)	Fourniture de médicaments contre les infections opportunistes
<b>Date de demande d'autorisation de passer un marché par Entente Directe</b>	18 septembre 2012 (lettre N° 570/CNLS/SE non transmise)		
<b>Date d'ANO de la DCMP</b>	19 septembre 2012		
<b>Date de signature du contrat</b>	21 septembre 2012		
<b>Date de souscription du contrat</b>	02 octobre 2012		
<b>Date de demande d'avis sur le projet de marché à la DCMP</b>	09 octobre 2012 (lettre N° 0287/CNLS/DAG/SE non transmise)		
<b>Date de l'avis de la DCMP sur le projet de marché</b>	16 octobre 2012		
<b>Date d'approbation</b>	25 octobre 2012		
<b>Délai d'exécution</b>	3 mois à compter de la date de notification		
<b>N° Marché</b>	F 1418/12	-	-
<b>Attributaires</b>	PNA		
<b>Montants en F CFA</b>	270 626 316 F CFA HT/HD	15 041 100 F CFA HT/HD	16 816 650 F CFA HT/HD
<b>Non conformités</b>	Les marchés n'ont pas été enregistrés à la DGID en violation de l'article 424 du CGI.		



<b>Recommandations</b>	Exiger des attributaires des marchés, avant la mise en règlement de leurs factures, l'accomplissement des formalités d'enregistrement de leurs contrats à la DGID (article 424 du CGI).
<b>Commentaires de l'AC</b>	L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous convenons avec vous qu'il appartient à l'attributaire d'accomplir la formalité de l'enregistrement de son contrat à DEDT de la DGID. Il est cependant de la responsabilité du CNLS de vérifier que l'attributaire s'est conformé à cette obligation avant la mise en règlement de ses factures.

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	Acquisition de réactifs de laboratoire	Fourniture de médicaments antirétroviraux pédiatriques	Fourniture de médicaments antirétroviraux (ARV)	Fourniture de médicaments contre les infections opportunistes
<b>Date de demande d'autorisation de passer un marché par Entente Directe</b>	18 septembre 2012 (lettre N° 570/CNLS/SE non transmise)			
<b>Date d'ANO de la DCMP</b>	19 septembre 2012			
<b>Date de signature du contrat</b>	21 septembre 2012			
<b>Date de souscription du contrat</b>	02 octobre 2012			
<b>Date de demande d'avis sur le projet de marché à la DCMP</b>	09 octobre 2012 (lettre N° 0287/CNLS/DAG/SE non transmise)			
<b>Date de l'avis de la DCMP sur le projet de marché</b>	16 octobre 2012			
<b>Date d'approbation</b>	25 octobre 2012			
<b>Délai d'exécution</b>	3 mois à compter de la date de notification			
<b>N° Marché</b>	1415/12	-	1416/12	-
<b>Attributaire</b>	PNA			

<b>Montants en F CFA</b>	217 551 432 F CFA HT/HD	19 204 148 F CFA HT/HD	342 896 870 F CFA HT/HD	68 621 462 F CFA HT/HD
<b>Non conformités</b>	Les marchés n'ont pas été enregistrés à la DGID en violation de l'article 424 du CGI.			
<b>Recommandations</b>	Exiger des attributaires des marchés, avant la mise en règlement de leurs factures, l'accomplissement des formalités d'enregistrement de leurs contrats à la DGID (article 424 du CGI).			
<b>Commentaires de l'AC</b>	L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.			
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous convenons avec vous qu'il appartient à l'attributaire d'accomplir la formalité de l'enregistrement de son contrat à DEDT de la DGID. Il est de la responsabilité du CNLS de vérifier que l'attributaire s'est conformé à cette obligation avant la mise en règlement de ses factures			

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

<b>Sélection d'un consultant réalisateur pour la conception et la réalisation de spots/Sketch sur les thématiques VIH</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	12 décembre 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 décembre 2012 à 10 heures 30 minutes
<b>Délai de préparation des offres</b>	04 jours
<b>Durée de validité de l'offre</b>	-
<b>Date d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date du contrat</b>	16 mai 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Néant
<b>Fournisseurs consultés</b>	Pédre Ndiaye, Pape Moussé Woré Sène, Pape Madièye Mbaye, Moctar Touré, Abdou Raby Thioye, René Guèye
<b>Nombre d'offres reçues</b>	04 offres reçues : Pape Moussé Woré Sène, Pédre Ndiaye, Moctar Touré, Pape Madièye Mbaye
<b>Délai d'exécution</b>	15 jours
<b>Attributaire</b>	<b>Pèdre Ndiaye</b>
<b>Montant du marché en F CFA</b>	<b>12 000 000 F CFA HTVA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Le délai de 04 jours pour la préparation des offres est anormalement court en violation de l'article 63 du CMP. La non observation des délais prescrits par l'article 63 du CMP traduit un non respect des formalités de publicité prescrites et expose le CNLS à l'annulation des procédures à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal desdites procédures en application des dispositions de l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas établies pour se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP. Il</p>

	<p>faut rappeler que la publicité d'un avis d'attribution ne remplace pas l'obligation d'informer les candidats non retenus ; il s'agit d'une formalité essentielle d'achèvement de la procédure de passation qui fait courir les délais de recours des candidats contre l'attribution ou contre le marché..</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Exiger des attributaires des marchés, avant la mise en règlement de leurs factures, l'accomplissement des formalités d'enregistrement de leurs contrats à la DGID (article 424 du CGI).</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.</p> <p>Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80.3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.</p> <p>Concernant le délai de réponse de quatre (04) jours, nous précisons qu'il ne s'agit pas d'un appel d'offres mais d'une consultation restreinte (DRP), et l'article 63 ne fait pas état de délai de réponse pour les DRP, mais plutôt de temps jugé nécessaire pour répondre (dans le cas d'espèce, 4 jours).</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus ont été établies. Elles seront jointes au présent dossier.</p> <p>Nous prenons bonne note et veillerons à l'application de l'article 83 du CMP.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Certes l'enregistrement est du ressort de l'attributaire mais il revient à l'autorité contractante de s'assurer que ce dernier a accompli cette formalité avant la mise en paiement des factures. Nous maintenons notre observation et la recommandation y relative.</p> <p>Sur le délai de réponse de quatre (04) jours, nous estimons que le marché en cause est un marché de prestations intellectuelles qui ne saurait être traité comme une simple DRP. Sous ce rapport, la</p>

	<p>règlementation devrait être revue et précisée pour que les autorités contractantes arrêtent de traiter ces marchés de prestations intellectuelles comme des DRP pour l'acquisition de fournitures. L'article 80.3 que vous invoquez dans votre réponse porte sur les formalités de publicité allégées lorsque le coût prévisionnel des prestations envisagées est en dessous du seuil de passation des marchés par appel d'offres. Quant à l'article 63, il invite l'Autorité Contractante à tenir compte de la complexité des prestations pour fixer des délais raisonnables de préparation des offres. C'est en cela que nous estimons le délai de 4 jours anormalement court.</p> <p>Pour les lettres d'information aux candidats non retenus, nous prenons acte de leur mise à disposition, tardive et vous prions de vous bien vouloir à l'avenir, vous conformer aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP. Sur le respect de l'article 83 du CMP, nous prenons acte de votre disposition à vous conformer à la réglementation et maintenons nos observations.</p>
--	--

<b>Sélection d'un consultant pour la Conception et la Réalisation d'un documentaire sur les interventions auprès des groupes vulnérables – An 1 et 3 du Round 9</b>	
<b>Date saisine des consultants de la liste restreinte</b>	12 décembre 2012
<b>Date limite de dépôt des propositions</b>	17 décembre 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	5 jours
<b>Date d'ouverture des offres techniques</b>	-
<b>Durée de validité de l'offre</b>	-
<b>Date d'ouverture des offres financières</b>	-
<b>Date de notification provisoire</b>	Non transmise
<b>Date de négociation du contrat</b>	18 février 2013
<b>Date d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	27 mars 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	35 jours
<b>Attributaire</b>	S.I.C.S
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	7 500 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Nous notons que la durée de validité des propositions n'a pas été précisée dans la DP.</p> <p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Les lettres d'invitation datées du 12 décembre 2012, ont été transmises à certains soumissionnaires comme l'attestent les décharges, le 14 décembre 2012 soit deux jours après leur émission. La date limite de dépôt des offres était fixée au 17 décembre 2012 soit un délai de</p>

	<p>préparation de cinq (05) jours en violation de l'article 63-1 du CMP.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis par l'attributaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM.</p> <p>Se conformer à l'article 63 du CMP sur les délais de préparation des offres.</p> <p>Se conformer à l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</p> <p>Se conformer à l'article 80 du CMP relatif aux dispositions des marchés de prestations intellectuelles.</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80.3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.</p> <p>Il n'y a pas eu d'ouverture des plis car s'agissant d'une consultation restreinte (DRP). L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur le délai de réponse de cinq (05) jours, nous estimons que le marché en cause est un marché de prestations intellectuelles qui ne saurait être traité comme une simple DRP ; Sous ce rapport, la réglementation devrait être revue et précisée pour que les autorités contractantes arrêtent de traiter ces marchés de prestations intellectuelles comme des DRP pour l'acquisitions de fournitures. L'article 80.3 que vous invoquez dans votre réponse porte sur les formalités de publicité allégées lorsque le coût prévisionnel des prestations envisagées est en dessous du seuil de passation des marchés par appel d'offres. L'Autorité Contractante à tenir compte de la complexité des prestations pour fixer des délais raisonnables de préparation des offres. C'est en cela que nous estimons le délai de 5 jours anormalement court.</p> <p>Sur l'ouverture des plis, aucune procédure de passation de marchés ne peut se dérouler sans ouverture des plis, sauf s'il s'agit d'une entente directe. En matière de prestations intellectuelles, elle s'effectue, en deux</p>



	<p>(2) temps, avec les offres techniques, dans un premier temps et les offres financières, ensuite. Nous maintenons nos observations. Pour l'enregistrement du contrat, nous convenons encore une fois avec vous qu'il appartient à l'attributaire d'accomplir la formalité de l'enregistrement de son contrat à la DEDT de la DGID. Il est cependant de la responsabilité du CNLS de vérifier que l'attributaire s'est conformé à cette obligation avant la mise en règlement de ses factures.</p>
--	---

<b>Sélection d'un consultant pour l'audit technique des sous récipiendaires de l'An 1 et 2 du Round 9</b>	
<b>Date saisine des consultants de la liste restreinte</b>	06 septembre 2012
<b>Date limite de dépôt des propositions</b>	17 septembre 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	11 jours
<b>Date d'ouverture des offres techniques</b>	-
<b>Durée de validité de l'offre</b>	-
<b>Date d'ouverture des offres financières</b>	Le PV d'ouverture n'a pas été joint au dossier
<b>Date de notification provisoire</b>	La lettre de notification de l'attribution provisoire n'a pas été classée dans le dossier
<b>Date de négociation du contrat</b>	Le procès-verbal de négociation a été signé le 27 décembre 2012 par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dr SEYNI NDOYE</li> <li>- Mme TAÏBA NDOUR</li> <li>- AMADOU HASSANE SYLLA (consultant)</li> </ul>
<b>Date d'attribution provisoire</b>	Le procès-verbal d'attribution provisoire n'a pu être joints au dossier
<b>Date du contrat</b>	Le 28 décembre 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs consultés : Dr KARIM SECK, Dr CHEIKH TIDIANE ATHIE, Pr PAPE NDIAYE, M.AMADOU HASSANE SYLLA, Dr DEMBA ANTA DIONE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Quatre offres reçues : Dr KARIM SECK, Dr CHEIKH TIDIANE ATHIE, M.AMADOU HASSANE SYLLA, Dr DEMBA ANTA DIONE
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours
<b>Attributaire</b>	MAMADOU HASSANE SYLLA
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	10 700 000 F CFA

<b>Non conformités</b>	<p>Nous notons que la durée de validité des propositions n'a pas été précisée et les termes de références de la Demande de Proposition ne sont pas joints au dossier.</p> <p>L'ouverture des plis et l'évaluation des offres (technique et financière) de la Demande de Proposition ont été consignées dans un même rapport. Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Les lettres d'invitation ont été établies le 06 septembre 2012, pour une date limite de dépôt des offres fixée au 17 septembre 2012, soit un délai de préparation de onze (11) jours, ceci n'est pas conforme à l'article 63 du CMP.</p> <p>La lettre de notification de l'attribution du marché n'a pas été classée dans le dossier.</p> <p>Nous avons noté que le rapport d'évaluation n'a pas été daté.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis par l'attributaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CMP.</p> <p>L'examen du procès verbal d'évaluation des offres financières des candidats qualifiés à l'issue de l'évaluation des offres techniques a permis de constater que l'offre financière d'un candidat a été ajustée en violation des dispositions du CMP pour tenir compte des frais relatifs aux déplacements et à la logistique qu'il avait omis de coter. Il convient de préciser que s'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, aucun ajustement n'est permis en cas d'omission par le soumissionnaire d'une rubrique de coût.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés.</p> <p>Se conformer à l'article 63 de CMP sur les délais de préparation des offres.</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</p> <p>Se conformer à l'article 80 sur les dispositions de prestations intellectuelles.</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des</p>

	<p>marchés.</p> <p>Pour les marchés à prix global et forfaitaire, aucun ajustement n'est permis en cas d'omission par le soumissionnaire d'une rubrique de coût.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80.3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires. Il n'y a pas eu d'ouverture des plis car s'agissant d'une consultation restreinte (DRP). L'article 63 ne fait pas état de délai de réponse pour les DRP, mais plutôt de temps jugé nécessaire pour répondre (dans le cas d'espèce, 11 jours). Pour un respect des règles de concurrence, une rubrique omise par le consultant a été rajoutée, en respect des règles de passation des marchés. Le montant le plus élevé, proposé par les autres consultants pour cette rubrique, a donc été rajouté à son offre. L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur le délai de réponse de quatre (04) jours, nous estimons que le marché en cause est un marché de prestations intellectuelles qui ne saurait être traité comme une simple DRP. Sous ce rapport, la réglementation devrait être revue et précisée pour que les autorités contractantes arrêtent de traiter ces marchés de prestations intellectuelles comme des DRP pour l'acquisition de fournitures. L'article 80.3 que vous invoquez dans votre réponse porte sur les formalités de publicité allégées lorsque le coût prévisionnel des prestations envisagées est en dessous du seuil de passation des marchés par appel d'offres. L'Autorité Contractante à tenir compte de la complexité des prestations pour fixer des délais raisonnables de préparation des offres. C'est en cela que nous estimons le délai de 4 jours anormalement court.</p> <p>Sur l'ouverture des plis, aucune procédure de passation de marchés ne peut se dérouler sans ouverture des plis, sauf s'il s'agit d'une entente directe. En matière de prestations intellectuelles, elle s'effectue d'ailleurs, en deux (2) temps, avec les offres techniques, dans un premier temps et les offres financières, ensuite. Nous maintenons nos observations et recommandations relatives à ce point.</p> <p>Sur l'ajustement de l'offre financière d'un des candidats, nous précisons à nouveau que s'agissant d'un marché de prestations intellectuelles de surcroît à prix global et forfaitaire, aucun ajustement n'est permis en cas d'omission.</p> <p>Pour l'enregistrement du contrat, nous convenons encore une fois avec vous qu'il appartient à l'attributaire d'accomplir la formalité de l'enregistrement de son contrat à la DEDT de la DGID. Il est cependant de la responsabilité du CNLS de vérifier que l'attributaire s'est conformé à cette obligation avant la mise en règlement de ses factures.</p>

#### 4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

<b>AO 1.34/AOO/CNLS/12 (Marché à commandes)</b> <b>Conception et reproduction de supports de tissus, supports papier et supports promotionnels</b> <b>au titre des années 2 et 3 du round 9 destinés au CNLS</b>	
<b>Lot 1 : Conception et reproduction de supports tissus</b> <b>Lot 2 : Conception et reproduction de supports papier et supports promotionnels</b>	
<b>Date de publicité de l'AGPM</b>	05 février 2012 dans Le Soleil
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	26 juin 2012 (Lettre non transmise)
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	23 juillet 2012
<b>Date de publication de l'AO</b>	28 juillet 2012 dans Le Soleil
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	29 août 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	05 septembre 2012
<b>Date de l'évaluation technique</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	19 septembre 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	-
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	25 octobre 2012 dans Le Soleil
<b>Date de souscription</b>	12 novembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	30 novembre 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du</b>	-

<b>contrat</b>		
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>		Transmis mais la date et le nom du support de publication n'apparaissent pas.
<b>Délai d'exécution</b>		Lot 1 : 10 à 20 jours après commande et suivant les articles Lot 2 : 10 à 20 jours après commande et suivant les articles
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 : Touré Equipement</b>	Min : 16 697 200 F CFA HTVA Max : 27 190 400 F CFA HTVA
	<b>Lot 2 : Groupoo SARL</b>	Min : 10 700 000 F CFA HTVA Max : 23 850 000 F CFA HTVA
<b>Montants des commandes</b>		Lot 1 : 12 930 000 F CFA HT Lot 2 : 23 850 000 F CFA HT
<b>Coût estimé du marché</b>		50 000 000 F CFA
<b>Non conformités</b>		<p>Les qualités des représentants du CNLS en tant que membres de la CM à l'ouverture des plis ne sont précisées ni sur la feuille de présence ni sur le procès verbal d'ouverture.</p> <p>L'avis de report de la date d'ouverture des plis n'a pas été joint au dossier. Sept jours se sont écoulés après la date d'ouverture des plis prévue initialement et de mise sous scellés des plis (29 août 2012) et l'ouverture effective des plis (05 septembre 2012). Aucune pièce dans le dossier ne retrace la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, d'autant plus qu'ils étaient présents en violation de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>La commission des marchés donne un délai d'une semaine aux candidats pour fournir les pièces administratives manquantes alors qu'ils peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire (article 44 du CMP), attribution qui doit être faite dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis conformément à l'article 70 du CMP.</p> <p>Dans le PV d'ouverture des plis, à l'exception de REPRO SYSTEME qui n'avait pas transmis la garantie de soumission, la commission des marchés n'a pas mentionné les montants et durées de validité des garanties produites pour chaque lot.</p>

	<p>Le suivi de la transmission des pièces administratives manquantes ou à fournir n'a pas été matérialisée à l'attribution du marché.</p> <p>La lettre relative à l'ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution n'a pas été jointe au dossier.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus n'ont pas été versées dans le dossier.</p> <p>Les contrats qui nous ont été transmis n'ont pas été enregistrés à la DGID en violation de l'article 424 du CGI.</p> <p>Les documents de règlement (chèque) pour les deux lots n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>Pour le lot 1, le second bon de commande a été émis le 02 mai 2013 alors que les fournitures n'ont été livrées que le 07 juin 2013, un mois 6 jours se sont écoulés pour des fournitures dont le délai de livraison était prévu entre 10 et 20 jours.</p> <p>Il en est de même pour le lot 2, le bon de commande a été émis le 27 novembre 2012 alors que les fournitures n'ont été livrées que le 11 février 2013, deux mois 15 jours se sont écoulés pour des fournitures dont le délai de livraison était prévu entre 10 et 20 jours. Rappelons que le contrat avait été approuvé le 30 novembre 2012 donc le bon de commande a été établi 3 jours avant cette dite approbation, il s'agit certainement d'une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA.</p> <p>La fiche d'immatriculation de la DCMP n'a pas été jointe au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Préciser les qualités des membres de la Commission des Marchés sur les procès verbaux.</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.</p> <p>Veiller au respect des articles 67-4 et 44 du CMP.</p> <p>Consigner dans le procès verbal d'ouverture des plis les</p>

	<p>montants des garanties de soumission et leur date d'expiration.</p> <p>Veiller au suivi formalisé des pièces administratives manquantes.</p> <p>Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés.</p> <p>Eviter les opérations de régularisation conformément à l'article 44 du COA.</p> <p>Procéder à l'enregistrement des contrats à la DGID (article 424 du CGI).</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Il n'y a pas eu de report de la date d'ouverture des plis. Vu l'absence des membres de la commission, les plis ont été scellés le 29 Août 2012 (date limite de dépôt des offres). L'ouverture des plis a eu lieu le 05 Septembre 2012. Nous joignons à la présente, l'avis d'appel d'offres, une copie du PV de scellement et une copie du PV d'ouverture des plis reçu par les soumissionnaires.</p> <p>Les garanties de soumission ne sont pas jugées valides ou non à l'ouverture des plis, mais à l'évaluation des offres. Il n'est consigné dans le PV que le montant des garanties de soumission et la durée de leur validité.</p> <p>Nous joignons à la présente, une copie de l'avis de la DCMF sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution, les lettres d'information aux candidats non retenus et les copies des règlements.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur le report de l'ouverture des plis, vous confirmez nos réserves car, en effet c'est sept (7) jours après la date limite de dépôt des offres et celle prévue, qu'elle a eu lieu. Il y a donc eu report et il devait être formalisé par la publication d'un avis de report, pour indiquer la nouvelle date retenue. Nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur la garantie de soumission, la commission des marchés doit indiquer dans le procès verbal d'ouverture les durées de validité des garanties de soumission et leurs montants pour chacun des lots objets de la consultation. Nous convenons avec vous que ce n'est qu'à l'évaluation qu'on en tire les conséquences à savoir, le rejet de l'offre. Et comme vous</p>



	<p>avez eu à le souligner, les montants des garanties et leur durée de validité doivent être consignés dans le PV d'ouverture des plis, ce qui n'a pas été le cas, en l'espèce. Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Nous prenons acte des pièces de marché jointes à votre réponse et vous recommandons de vous conformer à l'avenir, aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>
--	--

<b>AOI N° 5.13 – 2.9 A2/AOO/CNLS/11 ACHAT D'EQUIPEMENTS MEDICAUX AU TITRE DE L'ANNEE 2 DU ROUND 9 DU FONDS MONDIAL</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	26 Octobre 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	02 Novembre 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	15 Novembre 2011 « Le Soleil »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	30 Décembre 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	44 Jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	30 Décembre 2011 (scellement des plis) et report 17 Janvier 2012
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Rapport non daté
<b>Date d'attribution</b>	30 Janvier 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	13 Mars 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Lot 1: 22 juin 2012
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	22 Mars 2012 « Le Soleil »
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	03 Mai 2012
<b>Date de souscription</b>	Lot 1 : 23 Avril 2012 Lot 2 et Lot 3 : 25 Avril 2012
<b>Date d'approbation</b>	Lot 1 : 21 Juin 2012 Lot 3 : 21 Août 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	Lot 2 et 3 : 22 Août 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Lot 1 : 01 Juillet 2012 Lot 3 : 04 Septembre 2012
<b>Date de publication de l'avis</b>	-

<b>d'attribution définitive</b>			
<b>Délai d'exécution</b>			60 jours
<b>Garantie de soumission</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cinq millions cinq cent (5 500 000) F CFA pour le lot 1 ;</li> <li>• Cent cinquante (150 000) F CFA pour le lot 2 ;</li> <li>• Trois cent cinquante (350 000) F CFA pour le lot 3.</li> </ul>
<b>Attributaires</b>	<b>SSM</b>	<b>Lot 1</b>	254 397 400 F CFA HT HD
		<b>Lot 2</b>	11 971 479 F CFA HT HD
	<b>Medical Partner</b>	<b>Lot 3</b>	4 623 200 F CFA HT HD
<b>Non conformités</b>		<p>L'article 63.2 du CMP fixe un délai minimal de quarante cinq (45) jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres international, or, le délai de préparation des offres de 44 jours, en violation de l'article précité.</p> <p>Les copies des convocations aux réunions adressées aux membres de la commission des marchés n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 39 du CMP.</p> <p>Suite au report de la séance initiale d'ouverture des plis, un avis rectificatif fixant une nouvelle date limite de dépôt des offres n'a pas été publié.</p> <p>Un délai anormalement long s'est passé entre l'attribution provisoire (le 30 Janvier 2012), la saisine de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et l'attribution (le 24 Février 2012), la publication de l'avis d'attribution provisoire (le 22 Mars 2012) et la notification de l'attribution provisoire (le 22 Juin 2012), en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier. Cette exigence d'information des soumissionnaires non retenus de l'article 83.3 du CMP, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours éventuel.</p> <p>Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.</p>	

	<p>La lettre de notification de l'attribution définitive du marché relatif au lot 1 n'a pas été versée au dossier, en violation de l'article 85 du CMP.</p> <p>Les garanties de bonne exécution des marchés ont été produites bien après la signature des marchés, en violation de l'article 115 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et la restitution des garanties de soumission et sur la publication de l'attribution provisoire des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP sur la notification des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 115 du CMP sur la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le délai minimal de 45 jours a bel et bien été respecté, la publication de l'avis d'appel d'offres a été faite le 14 Novembre 2011 et l'ouverture des plis, prévue le 30 Décembre 2011.</p> <p>Les convocations de la commission des marchés ont été établies, une copie sera jointe au dossier.</p> <p>Il ne s'agit pas d'un report de la date d'ouverture des plis. Vu l'absence des membres de la commission, les plis ont été scellés le 30 Décembre 2011 (date limite de dépôt des offres). L'ouverture des plis a eu lieu le 17 Janvier 2012. Nous joignons à la présente, l'avis d'appel d'offres, une copie du PV de scellement et une copie du PV d'ouverture des plis reçu par les soumissionnaires.</p> <p>Nous prenons bonne note et veillerons à l'application de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats ont été faites. Les copies seront jointes au dossier.</p> <p>La lettre de notification relative au lot 1 a été établie, une copie sera jointe au dossier.</p>

<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur le délai calendaire de préparation des offres, le décompte dudit délai ne prend pas en compte le jour de publication et le jour limite de dépôt des offres, ce qui fait 44 jours, au lieu des 45 jours, fixés par l'article 63.2 du CMP. Nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur le report de la séance d'ouverture des plis, vous confirmez nos réserves, puisqu'elle n'a pas eu lieu à la date limite de dépôt des offres, quelle qu'en fut la raison et nous maintenons nos observations. sur les autres points soulevés, nous prenons acte de votre disposition à vous conformer à la réglementation et vous prions, pour les pièces de marchés jointes tardivement, de vous conformer à l'avenir, aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>
-----------------------------------	--

<b>AO N° 03T FM/AOO/CNLS/12 Réhabilitation des locaux dotés d'appareils PCR pour le Round 9</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	Néant
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	Néant
<b>Date de publication de l'AO</b>	09 juin 2012 Avis de report 09 juillet 2012
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	10 juillet 2012 à 10 heures 18 juillet 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	30 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	12 juillet 2012 à 10 heures
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Néant
<b>Date d'attribution</b>	05 septembre 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	Néant
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	21 septembre 2012 journal « Le Soleil »
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	Néant
<b>Date de souscription</b>	24 octobre 2012
<b>Date d'approbation</b>	31 décembre 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	Néant
<b>Date de notification</b>	31 décembre 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Néant
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	60 jours
<b>Garantie de soumission</b>	800 000

Attributaire	Africa Synergie/ GIE Gicom	Lot 1	4 592 335 F CFA HT/HD
		Lot 2	4 475 040 F CFA HT/HD
		Lot 3	2 543 190 F CFA HT/HD
		Lot 4	4 475 040 F CFA HT/HD
Non conformités		<p>La liste des sociétés ayant retiré le DAO n'a pas été mentionnée dans le PV d'ouverture des plis, cette information pouvait nous édifier sur les recettes provenant de cette vente et de la large diffusion de la publicité.</p> <p>La Commission des Marchés indique dans le procès verbal d'ouverture des plis que les candidats ont jusqu'au 25 juillet 2012 à 18 heures pour compléter les pièces administratives et à renouveler alors qu'aucun document ne retrace le suivi de la régularisation de ces dernières pour chaque société.</p> <p>Les pièces de règlement ne sont pas versées dans le dossier.</p>	
Recommandations		<p>Mentionner dans le procès verbal d'ouverture des plis les noms des entreprises ayant retiré le DAO et classer le reçu de paiement du produit de la vente desdits DAO.</p> <p>Matérialiser le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture des plis.</p> <p>Veiller au correct classement et à l'archivage des documents de passation des marchés.</p>	
Commentaires de l'Autorité Contractante		Nous prenons bonne note et veillerons à classer les décharges d'achat de dossier dans le marché	
Appréciation du Consultant		Nous prenons acte	

#### 4.2.5 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP FOURNITURE D'UN SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES AU SIEGE DU CNLS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	16 mai 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	23 mai 2012 à 10H30
<b>Mail de report</b>	22 mai 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis reportée</b>	25 mai 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	Initial : 7 jours Report : 3 jours
<b>Période de validité des offres</b>	30 jours à compter de la date limite de remise des plis
<b>Date d'attribution</b>	14 juin 2012
<b>Dates des lettres d'information aux candidats non retenus</b>	15 juin 2012
<b>Date de souscription du contrat</b>	04 juillet 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	04 juillet 2012
<b>Date de réception</b>	31 octobre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	05: SAGAM – DHI – ELEC – APSSP – CACTUS TECHNOLOGY
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : SAGAM – DHI – ELEC – APSSP – CACTUS TECHNOLOGY
<b>Délai d'exécution</b>	15 jours à compter de la signature de la lettre de marché
<b>Attributaire</b>	CACTUS TECHNOLOGIE
<b>Montant du marché en F CFA</b>	2 798 000 FCFA HT/HD
<b>Non conformités</b>	Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne portent pas d'accusé de réception de ces derniers. De plus, le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y sont pas



	<p>précisés.</p> <p>Le bordereau quantitatif joint à la lettre d'invitation n'est pas très explicite sur la consistance des prestations. En effet, il y est juste mentionné « Fourniture et pose d'un système de contrôle... », ce n'est qu'en envoyant le mail de report de la date d'ouverture des plis que les spécifications techniques des fournitures ont été précisées.</p> <p>Le bordereau quantitatif envoyé aux candidats potentiels doit être assez explicite et précis sur la nature et la consistance des prestations pour permettre aux soumissionnaires potentiels de proposer des offres conformes et comparables à l'évaluation.</p> <p>Par conséquent, sur le memorandum d'attribution qui regroupe les étapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution du marché, il est juste mentionné que toutes les offres sont conformes en lieu et place d'un tableau comparatif établi en bonne et due forme de toutes les offres.</p> <p>Le cahier de transmission qui retrace les dates de réception des offres ne nous a pas été transmis pour nous permettre de vérifier si les offres ont été déposées avant ou après la date de saisine des fournisseurs par mail pour le report de la date d'ouverture des plis et pour avoir l'assurance que les spécifications techniques n'ont été prises en compte qu'après le report de l'ouverture des plis. Notons que les offres de APSSP et CACTUS sont respectivement datées du 21 et du 23 mai 2012.</p> <p>L'attribution du marché a été faite vingt jours après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe ce délai à 15 jours, délai qui peut être prorogé de 10 jours sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMP.</p> <p>Un retard considérable est noté sur la réception des travaux. En effet, le délai d'exécution avait été fixé à 15 jours à compter de la signature de la lettre de marché (04 juillet 2012) alors que les travaux n'ont été réceptionnés que le 31 octobre 2012 soit un peu plus de trois mois après l'expiration du délai d'exécution (19 juillet 2012). Aucune pénalité de retard n'a été appliquée en violation de l'article 134 du CMP, rappelons que la lettre de marché n'avait pas prévu l'application de pénalités de retard en violation de l'article 13 du CMP. S'y ajoute qu'une certaine partie du marché n'est pas encore réceptionnée telle la formation de l'utilisation du système, la conception des badges d'accès restant...</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à plus de précision dans l'élaboration de la description des prestations requises.</p> <p>Utiliser les documents types pour l'élaboration des procès verbaux d'ouverture, d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Veiller au respect des articles 13, 70 et 134 du CMP.</p> <p>Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés.</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Toutes les offres ont été reçues le 25 Mai 2012 à 10 heures, conformément au mail de report (voir copie mail).</p> <p>Nous prenons bonne note des autres commentaires.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p>

<b>DC ACHAT DE MATERIEL DE DEMONSTRATION DU PORT DU PRESERVATIF FEMININ (MANNEQUIN) POUR L'AN 2 DU ROUND 9</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	17 Février 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	27 Février 2012 à 10 heures 30 minutes
<b>Délai de préparation des offres</b>	09 jours
<b>Date d'attribution</b>	07 Mars 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	08 mars 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés : FERMON LABO, MEDICAL PARTNER, SSM, LA MAISON DU MEDECIN, SODATRI
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (5) offres reçues : FERMON LABO, MEDICAL PARTNER, SSM, LA MAISON DU MEDECIN, SODATRI
<b>Attributaire</b>	MEDICAL PARTNER
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	10 850 000 F CFA HT HD
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424-12 du CGI.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé</p>

	par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Les lettres d'information des candidats non retenus ont été établies. Une copie sera jointe au dossier</p> <p>L'enregistrement est du ressort de l'attributaire.</p> <p>Les justificatifs de règlement seront joints au dossier.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Certes, l'enregistrement est du ressort de l'attributaire mais il revient à l'autorité contractante, de s'assurer que celui-ci s'acquitte de cette formalité, avant la mise en paiement des factures. Nous maintenons nos observations.</p> <p>Pour les pièces de marché jointes, nous prenons acte et vous recommandons de vous conformer, à l'avenir aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél: 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

A Madame la Secrétaire Exécutive  
du Conseil National de Lutte contre le Sida  
(CNLS)

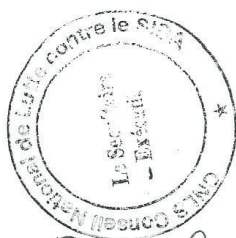
**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Madame la Secrétaire Exécutive,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Madame la Secrétaire Exécutive**, l'expression de notre parfaite considération.



Reçu le 17/06/2014

Ibra Guèye  
Directeur-Associé  
Unité System Control  
le du Directeur  
41 72 - Fax 41 72  
8 - Dakar SÉNÉGAL  
Email: bsc@arc.sn

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



## **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES DU CNLS AU TITRE DE LA GESTION 2012**

### **Réponses et commentaires sur les constats**

#### **1. Marchés conclus par entente directe avec la PNA**

L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.

#### **2. Marchés de Prestations Intellectuelles**

##### **a) Sélection d'un consultant pour la conception et la réalisation de spot sur les thématiques du VIH**

- L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.
- Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.
- Concernant le délai de réponse de 4 jours, nous précisons qu'il ne s'agit pas d'un appel d'offre mais d'une consultation restreinte (DRP), et l'article 63 ne fait pas état de délai de réponse pour les DRP, mais plutôt de temps jugé nécessaire pour répondre (dans le cas d'espèce 4 jours).
- les lettres d'information aux candidats non retenus ont été établies. Elles seront jointes au présent dossier
- Nous prenons bonne note, et veillerons à l'application de l'article 63 du CMP.

##### **b) Sélection d'un consultant pour la Conception et la Réalisation d'un Documentaire sur les Interventions auprès des groupes vulnérables**

- Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.
- Il n'y a pas eu d'ouverture de plis car s'agissant d'une consultation restreinte (DRP).



- L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.

**c) Sélection d'un consultant pour l'audit technique des sous récipiendaires de l'An 1 et 2 du Round 9.**

- Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.
- Il n'y a pas eu d'ouverture de plis car s'agissant d'une consultation restreinte (DRP).
- l'article 63 ne fait pas état de délai de réponse pour les DRP, mais plutôt de temps jugé nécessaire pour répondre (dans le cas d'espèce 11 jours).
- Pour un respect des règles de concurrence, une rubrique omise par le consultant a été rajouté en respect des règles de passation de marchés. Le montant le plus élevé proposé par les autres consultants pour cette rubrique a donc été rajouté à son offre.
- L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.

**3. Marchés conclus après appel d'offres ouvert**

**a) Conception et Reproduction de supports de tissus, supports papier et supports promotionnels au titre des années 2 et 3 du round 9 destinés au CNLS.**

- Il n'y a pas eu de report de la date d'ouverture des plis. Vu l'absence des membres de la commission des marchés les plis ont été scellés le 29 août 2012 (date limite de dépôt des offres). L'ouverture des plis a eu lieu le 05 septembre 2012.

Nous joignons à la présente, l'avis d'appel d'offre, une copie du PV de scellement et une copie du PV d'ouverture des plis reçu par les soumissionnaires.

- Les garanties de soumission ne sont pas jugées valides ou non à l'ouverture des plis mais à l'évaluation des offres. Il n'est consigné dans le PV que le montant des garanties de soumission et la durée de leur validité.
- Nous joignons à la présente une copie de l'avis de le DCMP sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution, les lettres d'information au candidat non retenus, et les copies des règlements.

**b) Achat d'équipements médicaux au titre de l'année 2 du round 9 du fonds mondial**

- Le délai minimal de 45 jours a bien été respecté, la publication de l'avis d'appel d'offre a été faite le 14 novembre 2011 et l'ouverture de plis prévu le 30 décembre 2011.

- Les convocations de la commission des marchés ont été établies, une copie sera jointe au dossier.

- Il ne s'agit pas d'un report de la date d'ouverture des plis. Vu l'absence des membres de la commission des marchés les plis ont été scellés le 30 décembre 2011 (date limite de dépôt des offres) et l'ouverture des plis a eu lieu le 17 janvier 2012.

Nous joignons à la présente, une copie du PV de scellement et une copie du PV d'ouverture des plis reçu par les soumissionnaires.

- Nous prenons bonne note, et veillerons à l'application de l'article 83.3 du CMP.

- Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats ont été faites. les copies seront jointes au dossier.

- La lettre de notification relative au lot 1 a été établie une copie sera jointe au dossier.

**c) Réhabilitation des locaux dotés d'appareils PCR pour le round 9**

- Nous prenons bonne note, et veillerons à classer les décharges d'achat de dossier dans le marché.

**4. Marchés conclus après DRP**

**a) Fourniture d'un système de contrôle d'accès au siège du CNLS**

- Toutes les offres ont été reçues le 25 mai 2012 à 10 heures conformément au mail de report (voir copie mail).

- Nous prenons bonne note des autres commentaires

**b) Achat de matériel de démonstration du port du préservatif féminin pour l'an 2 du round 9**

- Les lettres d'information aux soumissionnaires ont été établies. Une copie sera jointe au dossier.

- L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.

- Les justificatifs de règlement seront joints au dossier